

L'économie sociale, une alternative au capitalisme, Thierry Jeantet. *Economica*, 2008, 80 pages

Jean-François Draperi

Numéro 314, octobre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020970ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020970ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Draperi, J.-F. (2009). Compte rendu de [*L'économie sociale, une alternative au capitalisme*, Thierry Jeantet. *Economica*, 2008, 80 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (314), 109–110. <https://doi.org/10.7202/1020970ar>

Les deux chapitres suivants sont des études de cas plus familières, puisque françaises. Serge Koulytchizky montre comment l'intérêt général se co-construit à l'intérieur des « pays » en France, expérience démocratique proche de celle du développement communautaire québécois, mais où les tutelles ministérielles des associations rappellent qu'en France l'Etat jacobin n'est pas mort. C'est également ce que soutient Nadine Richez-Battesti, qui estime que la gouvernance partenariale en France a toujours été réduite dans les faits, même si elle s'exprime dans les discours. Elle décrit néanmoins deux dispositifs d'aide à la création d'entreprise, organisés en réseau territorialisé, les associations de conseil, relevant d'un régime de gouvernance quasi concurrentiel prédominant, alors que les associations de financement s'inscrivent dans un régime de concurrence partenarial.

... et systèmes de santé: nulle part l'alternative ne se réduit à « Etat ou marché »

Les trois dernières contributions entretiennent un lien plus ténu avec la grille de lecture que constitue la typologie des régimes de gouvernance. Celle de Rosella Levaggi décrit l'organisation actuelle des soins hospitaliers en Italie et montre des agences régionales, dans un pays très décentralisé, jouant des rôles très différents dans un cadre quasi marchand selon les régions et une division du travail entre hôpitaux publics et hôpitaux privés, sans que l'on nous dise si ces derniers sont à but lucratif ou non. Les chapitres relatifs à la Slovénie (Bostjan Zalar) et au Venezuela (Madeleine Richer) montrent des pays où les systèmes de santé sont en rapide transition. Mais alors que des organisations d'économie sociale voient le jour au Venezuela, notamment des coopératives de santé, qui s'organisent d'emblée en réseau pour garantir l'accès aux soins de tous, la Slovénie garde une définition plus normative de l'intérêt général et une vision très descendante de la gouvernance, où les organisations de la société civile sont souvent manipulées par l'Etat. En conclusion, au moment où les services sociaux d'intérêt général sont de nouveau à l'agenda

européen, cet ouvrage met très utilement en lumière le caractère complexe et pluraliste dans tous les pays étudiés de l'organisation et de la gouvernance des services sociaux et de santé, que l'on ne saurait réduire à l'alternative marché-Etat. Pour construire l'intérêt général, évolutif et variable selon les cultures et les territoires, des mécanismes institutionnels non marchands sont nécessaires partout. L'Etat interagit désormais avec les organisations de l'économie sociale qui révèlent la demande sociale, innovent et expérimentent, et les traités et la jurisprudence européenne devront en tenir compte.

Edith Archambault ●

**L'économie sociale,
une alternative au capitalisme**

Thierry Jeantet. *Economica*, 2008, 80 pages.

Dans une première partie (« Le capitalisme comme il va »), Thierry Jeantet souligne qu'en poursuivant l'accumulation du capital le capitalisme ne peut éviter de se projeter en avant, comme dans « *une marche forcée* » qui suscite une imagination débordante et une transformation permanente. Le capitalisme ne constitue pas un système stable : concurrence interne, OPA hostiles... Il témoigne ainsi d'une grande plasticité, il est protéiforme (p. 5).

L'auteur présente rapidement le capitalisme familial, le capitalisme technocratique, le capitalisme financier et le capitalisme capitalistique, ce dernier définissant la forme extrême du capitalisme financier. Pour accompagner cette évolution, le libéralisme issu des Lumières que le capitalisme revendique est devenu un paravent, qui permet de trouver des alliés, voire d'« enrôler des troupes ». L'auteur souligne les limites de ce qu'il nomme le « *libéralingisme* ». Contre l'idée d'un « *sacro-saint marché* », il souligne qu'il n'y a pas un marché, mais des marchés, y compris concernant les seules actions : le marché des devises, le marché monétaire, le marché obligataire ont chacun leur propre espace et leurs systèmes de règles. Sur

un tout autre plan, celui des relations des entreprises avec la société et l'environnement, les entrepreneurs, ainsi que des groupes de pression, ont lancé la RSE et des agences de notation. T. Jeantet constate que « *le discours RSE se développe, mais les pratiques les plus brutales du capitalisme perdurent* » (p. 22). Ces contradictions inhérentes au capitalisme poussent, partout dans le monde, une partie de la société à « *rompre avec le consensus* ».

Dans un deuxième chapitre (« L'économie de la société »), l'auteur présente les contours d'une « *économie de la société* ». La lecture de ces pages semblera familière au lecteur de la *Recma* dans la mesure où l'auteur présente l'économie sociale, selon une démarche historique d'abord, en mettant les principes en évidence ensuite. La combinaison de l'approche historique et de la comparaison internationale offre un panorama synthétique : libre initiative collective, démocratie, juste répartition des excédents, indivisibilité totale ou partielle des fonds propres, solidarité, promotion de l'individu, indépendance de l'État sont les principes clefs de cette économie. Puissante, présente dans tous les pays, l'économie sociale est cependant bridée : répandant la rumeur qui fait d'elle une économie « subventionnée », les libéraux n'ont cessé de chercher à la briser au nom de la libre concurrence. Cette fable provient de ce que l'économie sociale est fréquemment reconnue par les États comme nécessaire à la société et que ceux-ci l'ont inscrite dans la constitution (comme en Italie) ou ont élaboré des outils stables qui la garantissent (comme au Brésil). Il y a de fait une proximité entre l'économie sociale et le secteur public par le souci que tous deux ont de l'intérêt général. Le tendon d'Achille de l'économie sociale est sa difficulté à se faire connaître. C'est une question à laquelle elle a peu réfléchi. « *Erreur stratégique* », dit l'auteur : « *En ne se prononçant pas sur cette évolution idéologique du capitalisme, elle pensait rester neutre. Elle évitait soigneusement d'apparaître comme défenderesse des politiques publiques, donc de l'État. En étant neutre,*

l'économie sociale s'est neutralisée » (p. 37). Pour sortir de cette neutralité, l'économie sociale doit s'engager dans une démocratie militante et s'allier avec les syndicats, les États, les collectivités locales, les organisations internationales et les universités.

Dans le troisième chapitre du livre (« Une économie en avance »), T. Jeantet affirme que l'économie sociale doit bâtir une vision sociétale. Elle doit mieux identifier ses actions et ses résultats, renouveler son projet grâce à la coopération de ses acteurs, développer la propriété commune (contre la propriété divisée), définir une approche globale des richesses, rechercher l'équité entre les partenaires de l'entreprise, définir des « *champs d'action civils et cognitifs* » en cohérence avec son origine « civile », définir une nouvelle sociabilité contre la « *mal-croissance* ». Aucune de ces avancées ne se fera sans une vision sociétale du monde. Telle est la conclusion de ce clair et bref ouvrage dont la lecture provoque à coup sûr la réflexion et l'imagination.

Il nous semble cependant qu'une difficulté subsiste. T. Jeantet souligne successivement la neutralité dans laquelle s'est réfugiée l'économie sociale, ses difficultés à se faire connaître et la nécessité de se doter d'une vision sociétale. N'y aurait-il pas un lien entre ces trois problèmes ? Ne peut-on penser qu'elle communique mal parce qu'elle n'a pas de vision sociétale et que, n'en ayant pas, elle ne prend position sur les débats sociétaux ? Si c'est le cas, on peut se demander si elle en est capable. Ce doute nimbe l'économie sociale d'un halo brumeux qui fait une partie de son intérêt : d'une part, comme le décrit le livre de T. Jeantet, l'économie sociale existe, de longue date et sur toute la planète ; d'autre part, elle peine à concevoir un projet sociétal. Alternative à l'entreprise capitaliste : oui, de fait, chaque jour, les hommes et les femmes se regroupent pour agir collectivement dans le champ économique et sans viser l'accumulation du capital. Mais alternative au système capitaliste ? Ce livre donne les pistes pour penser cette alternative au futur.

Jean-François Draperi ●